

DOSSIER

La cause palestinienne, notre cause, au cœur de la lutte des classes

page 5

POLITIQUE

Immigration : Darmanin ne doit pas faire sa loi !

page 3

PREMIÈRES LIGNES

États-unis : une belle victoire pour les travailleurs de l'automobile

page 9

NPA JEUNES

En France aussi, la jeunesse s'organise pour exprimer son soutien au peuple palestinien

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

07 • NOVEMBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

LES GOUVERNEMENTS ET L'EXTRÊME DROITE SOUTIENNENT LES MASSACRES À GAZA, LES POPULATIONS LES DÉNONCENT DANS LES RUES !

L'armée israélienne est désormais au cœur même de Gaza, dans la ville du même nom, et frappe au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. La moitié des habitations rasées. Plus de 10 000 personnes ont déjà été tuées, dont 4 200 enfants. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte et des camions de la Croix-Rouge acheminant de l'aide humanitaire ont été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent. Et, sans être contredit sur le fond par aucune grande puissance, Netanyahu annonce son intention de contrôler totalement la bande de Gaza après sa guerre.

L'IMPÉRIALISME COMPLICE DE CE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

SUITE PAGE 2 >>



WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | X : @NPA_NouvParAnti | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal



EN FRANCE AUSSI, LA JEUNESSE S'ORGANISE POUR EXPRIMER SON SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Alors que des milliers de Palestiniens meurent sous les bombes, le gouvernement français espère bien étouffer toute contestation ici. Tous les moyens sont bons pour faire taire ceux qui veulent manifester leur soutien : des interdictions préfectorales, des interpellations, des centaines d'amendes... Et passons sur les prétextes bidon de Coupe du monde de rugby. Cette politique, sur fond de propagande immonde qui assimile soutien au peuple palestinien et soutien au terrorisme du Hamas, trouve son relais chez les présidences d'université. Pendant que les préfets signent les arrêtés d'interdiction, ces dernières font la chasse aux jeunes qui voudraient se mobiliser. Normal, la ministre de l'Enseignement supérieur les a appelées à faire respecter les « principes républicains » : on voit que la République se reconnaît davantage dans les régimes coloniaux que dans les peuples exploités et leurs soutiens !

LE GOUVERNEMENT NE NOUS FERA PAS TAIRE

Les exemples sont nombreux. Tables syndicales, distribution de tracts et ateliers pancartes interdits à Tolbiac sous prétexte de trouble à l'ordre public, intimidations par des vigiles sur des étudiants militants à Nanterre, Lille 2, Tolbiac, Rennes et à l'ENS Lyon, verbalisation de militants pour avoir tenu une table avec un drapeau palestinien devant la Sorbonne-Nouvelle, etc. Une militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Mariam Abbou Daqqa, s'est retrouvée sous le coup d'un arrêté d'ex-

pulsion du territoire français, alors qu'elle entamait une série de conférences dans les universités. Laurent Wauquiez en a d'ailleurs profité pour faire pression sur la fac de Lyon 2 en menaçant de couper les fonds. Ces intimidations n'ont qu'un seul but : tuer dans l'œuf la mobilisation. Silence, on assassine un peuple !

Mais les discussions continuent et se multiplient dans les lieux d'études. Étudiants comme lycéens sont nombreux à prendre la parole publiquement pour dénoncer l'État d'Israël, son apartheid, sa colonisation et le carnage qu'il mène à Gaza. Et l'hypocrisie des

CORTÈGE DU NPA, MAIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN.
PARIS, 4 NOVEMBRE 2023 | CORRESPONDANTE



Biden, Macron, Sunak, Borrel, l'indignation sélective des puissances impérialistes dégoutent la jeunesse.

NOUS SOMMES DES MILLIONS !

C'est pourquoi la rage de voir un peuple opprimé depuis 75 ans et aujourd'hui massacré dans une prison à ciel ouvert s'exprime dans la rue et dans les facs. Ce sont des milliers de jeunes, principalement issus des quartiers populaires, qui rejoignent dans la rue des travailleurs et familles, malgré la peur induite par la répression policière. N'en déplaise au gouvernement, la jeunesse se

politise contre l'impérialisme, ici comme à Londres, New York, Buenos Aires, Amman ou encore au Caire.

Le droit à se mobiliser a été imposé, à la fois dans la rue, dans les tribunaux administratifs et dans les universités. Il y a eu des rassemblements étudiants à Toulouse, Nanterre ou Saint-Denis, de nombreuses réunions publiques et formations de comités de soutien à la Palestine. Il faut que cette contestation grossisse pour exprimer notre rage face au massacre des Palestiniens de Gaza et à l'accélération de la colonisation en Cisjordanie !

PAR ALEXIS MICSHEM • 07/11/2023

Trouille des émeutes sociales en haut lieu !

En réponse aux quatre jours d'émeutes dans les quartiers populaires qui avaient suivi le meurtre de Nahel par un policier à Nanterre, le 27 juin dernier, Élisabeth Borne a présenté le 26 octobre à la Sorbonne son nouveau « plan anti-émeute ». Eh oui, des jeunes, des très jeunes ont tenu en échec la police, qui n'a pourtant pas lésiné sur les moyens en mobilisant des forces spéciales, à l'instar du Raid, groupe d'intervention contre la haute criminalité ou le terrorisme ! Et les « cent jours d'apaisement » annoncés par Macron ne se sont pas passés comme prévu.

Car la colère gronde. Face aux difficultés à se nourrir, à l'inflation, mais aussi, pour les jeunes des quartiers populaires, face au mépris, aux humiliations et aux violences systématiques de la police. Combien de Nahel n'ont pas été filmés ? Le gouvernement mène la guerre à l'image. Une guerre très politique. Il tentait déjà en 2020, par la loi Sécurité globale, d'interdire de filmer des policiers.

QUATRE MOIS APRÈS LES ÉMEUTES, LES MESURES TOMBENT

En premier lieu, davantage de police ! Une nouvelle unité va être créée, la « force d'action républicaine » (FAR), aux délimitations floues, censée mêler policiers, éducateurs, personnel judiciaire... Non pas pour répondre aux causes des problèmes réels, la pauvreté et le manque de moyens dans les quartiers, mais pour tenter de mater toute réaction de colère. L'objectif est simple : que tout le monde serre les rangs et accepte l'exploitation et la violence sociale. Mais il sera probablement difficile à atteindre !

Contre les éventuels récalcitrants, sont prévues des mises à l'écart et mesures judiciaires : extension des prérogatives de la police municipale à certains actes jusqu'alors réservés à la police judiciaire, facilitation des poursuites en justice... et de nouveaux centres de rétention pour mineurs, encadrés par des militaires ! Le flou demeure, Macron avait déjà envisagé l'idée en 2022. L'inauguration est prévue à Mayotte en 2024.

POUR FAIRE TAIRE LA COLÈRE DES ENFANTS, TENTER D'UTILISER LES PARENTS ?

Pour le gouvernement, les parents devraient apprendre à leurs enfants à se taire, à ne pas se mobiliser, autrement dit transmettre à leur progéniture l'acceptation de l'exploitation et de l'ordre social. Ce seraient « leurs devoirs éducatifs » et s'y soustraire serait une négligence passible de travaux d'intérêt général, de stages de responsabilité parentale et de pénalisation financière.

Et si une bonne partie des parents, travailleurs et travailleuses qui ont également déjà lutté, leur transmettaient l'héritage de la révolte ? Tous ensemble, parents et enfants ! Contre ce système qui ne produit qu'exploitation, inégalités, misère... mais aussi les insurrections !

PAR ALIX NILABLI • 07/11/2023

RENDEZ-VOUS LE 23 NOVEMBRE À PARIS !

**SUIVEZ LE NPA JEUNES
ET PRENEZ CONTACT !**

Web npa-jeunes.org
Facebook | Twitter | Instagram
[@npa_jeunes](https://www.instagram.com/npa_jeunes)

